dire à ses commentaires sur le projet de loi, mais je crois qu'une grande partie de l'après-midi a été employée en pure perte à des questions qui n'étaient pas de l'essence du projet de loi. D'un autre côté, il a été émis des idées qui sont dignes d'examen.

M. McKENZIE: Dois-je comprendre que l'article 2 est réservé pour qu'on puisse lui faire subir des retouches?

L'hon. sir THOMAS WHITE: Pour permettre de l'examiner.

M. McKENZIE: Ainsi que certaines modifications à faire, n'est-ce pas?

L'hon. sir THOMAS WHITE: Peut-être.

M. McKENZIE: Dans ce cas, mon honorable ami doit avoir profité du débat de cet après-midi.

(L'article est réservé.)

Il est fait rapport sur l'état de la question.

La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.

Reprise de la séance.

DISCUSSION D'UN MESSAGE DU SENAT RELATIF AU BILL CONCERNANT L'ORDRE IMPERIAL DES FILLES DE L'EMPIRE.

La Chambre passe à la suite de la discussion sur un message du Sénat refusant son adhésion au deuxième amendement apporté par la Chambre au projet de loi (bill n° 95), émanant du Sénat, tendant à autoriser l'ordre impérial des Filles de l'empire et des Enfants de l'empire (branche cadette).

M. STEELE: Il y a peut-être lieu en ce moment à un mot d'explication concernant ce bill, mot d'explication probablement nécessaire pour bien saisir la situation. La première fois que le projet a été soumis au comité des bills privés, nous y avons greffé un amendement semblable à celui que, depuis deux ans, nous avons inséré dans tous les bills de ce genre, amendement exigeant le prix de possession des biens, de l'actif, etc., de l'ancienne association ou société avant que la nouvelle, qui la remplace, puisse traiter des affaires. Lorsque le bill, après avoir subi cette modification et une autre, a été renvoyé au Sénat, celui-ci a refusé d'agréer l'amendement. Lorsqu'il est revenu devant la Chambre, cette dernière l'a renvoyé à un nouvel examen au comité des bills privés.

Nous le jugions si important que nous avons cru devoir nous efforcer de convaincre le Sénat de l'absolue nécessité de cette modification. Je dois faire observer qu'il se

trouve une disposition semblable dans toutes les chartes accordées en vertu de la loi des compagnies. Après délibération, nous avons décidé d'apporter à l'amendement une modification qui, nous en avons la certitude, sera agréable et aux parrains du projet de loi et au Sénat. Je propose donc:

Que la Chambre persiste dans son second amendement au bill C2 (n° 95) du Sénat tendant à autoriser l'ordre impérial des Filles de l'empire et des Enfants de l'empire (branche cadette), pour les motifs suivants: il est essentiel de décréter que la société provinciale cesse, comme telle, de faire affaires à compter du moment où le présent bill aura vigueur et effet; qu'elle modifie ledit amendement en insérant après le mot "société", là où il se rencontre pour la première fois, les mots: "mais rien dans la présente loi ne doit être censé affecter sous quelque rapport que ce soit les droits relatifs à toute propriété immobilière ou personnelle possédés à la date de l'adoption de la présente loi par l'un quelconque des chapitres principaux municipaux ou provinciaux," pour les motifs suivants: il y a lieu d'empêcher autant que possible que soient affectés tous droits de propriété possédés directement ou en fiducie par l'un quelconque des chapitres subsidiaires";

Et qu'un message soit transmis au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

M. McCRAVEY: La disposition rejetée par le Sénat est-elle entièrement comprise dans la motion qui vient d'être faite?

M. STEELE: Oui. L'amendement que nous avons en premier lieu inséré dans le projet de loi, s'y trouve encore tout entier, mais nous l'avons modifié en vue d'écarter l'objection des représentants de chapitres locaux de l'ordre des Filles de l'empire, aux yeux desquels le premier amendement était susceptible de permettre à l'association principale de s'emparer des biens gardés en fiducie par les chapitres locaux.

M. McCRAVEY: Le nouvel amendement contenu dans la motion de l'honorable député doit donc être inséré dans l'article rejeté par le Sénat?

M. STEELE: Oui.

M. McCRAVEY: Cet article que le Sénat a rejeté, nous saurions gré à l'honorable député de nous en lire le texte tel qu'il propose maintenant de le modifier, car nous n'avons pas sous les yeux d'exemplaire du bill imprimé par ordre de la Chambre.

M. STEELE: Pour atteindre le but qu'il avait en vue, le comité des bills d'intérêt privé avait inséré dans le projet de loi un article ainsi conçu:

L'ordre fera l'acquisition et prendra possession de tout l'actif actuel, des intérêts, droits, crédits, effets et biens meubles ou immeubles dont la société provinciale a la possession et la jouissance, et assumera tous les engagements et obligations de ladite société provinciale, et, sauf dans la mesure nécessaire aux objets de la